



## Décision individuelle N°2021-290

**Pétitionnaire** : DEPIRE Frédérique  
**Adresse** : 40 rue du Planastel 06800 CAGNES SUR MER  
**Nature de la demande** : travaux en cœur de Parc national  
**Intitulé du projet** : création d'un drain en lien avec un bâtiment à usage d'habitation  
**Localisation** : parcelle(s) n°194 et 195 section J commune de Saorge – lieu-dit Fromegine inférieure

### La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 13, 14, 22 et 23 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

**Vu** l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 25 février 2020,

**Vu** la décision n°2020-19 du 26 février 2020 autorisant Mme DEPIRE Frédérique à créer un drain en lien avec un bâtiment à usage d'habitation situé dans le cœur du parc national,

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande modificative formulée en date du 17 août 2021 par Madame DEPIRE Frédérique,

**Considérant** que la demande porte le renouvellement de l'autorisation de travaux n°2020-19 sus-visée, dans la mesure où les travaux en cours ont été interrompus par le passage de la tempête Alex en octobre 2020 et que l'entreprise qui en avait été chargée n'a pas pu se rendre disponible après l'évènement pour finaliser le chantier,

**Considérant** par ailleurs que cet évènement a révélé d'autres points d'infiltration d'eau dans les autres façades du bâtiment et qu'il serait nécessaire de prolonger le drain initialement prévu uniquement sur la façade Nord pour les résorber,

**Considérant** que ces modifications ne remettent pas en cause le fondement de l'avis du Conseil scientifique et de la décision n° 2020-19 sus-visés,

## DÉCIDE

### Article 1 : Nature de la demande - Durée

L'article 3 de la décision n°2020-19 est ainsi modifié :

« La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 31 décembre 2022, à l'exclusion des périodes pendant lesquelles la neige recouvre le sol ».

### Article 2 : Autres dispositions modificatives

2.1. Les travaux de création du drain sont autorisés en pied de toutes les façades du bâtiment, sans extension au-delà.

2.2. Les autres dispositions de la décision n°2020-19 restent inchangées.

### Article 3 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### Article 4 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

### Article 5 : Publication

La présente décision modificative sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 18 août 2021



La Directrice  
du Parc national du Mercantour

  
Aline COMEAU

Copies :

- service territorial Roya-Bévéra

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.